

Vu la délibération de la Commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels du 20 mars 2006;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur de la Commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels, repris en annexe, est approuvé et remplace le règlement d'ordre intérieur approuvé par l'arrêté royal du 11 septembre 1987.

Art. 2. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 janvier 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Annexe

**Commission pour l'aide financière aux victimes
d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels**

Règlement d'ordre intérieur

Article 1^{er}. La Commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels (ci-après la Commission) a, en vertu de l'article 3 de l'arrêté royal du 18 décembre 1986 (ci-après l'arrêté royal), son siège au Service Public Fédéral Justice, boulevard de Waterloo 115, à 1000 Bruxelles, où est également établi son secrétariat.

Celui-ci, situé aux locaux indiqués par le président du Comité de direction du Service Public Fédéral Justice, est accessible au public tous les jours ouvrables de 9 à 12 heures et de 14 à 16 heures et, en dehors de ces heures, après contact téléphonique.

Art. 2. Le président de la Commission répartit les membres et les membres suppléants de la Commission entre les chambres selon leur rôle linguistique. Dans des cas exceptionnels, les membres peuvent également siéger dans une autre chambre du même rôle linguistique.

Art. 3. La Commission est divisée en chambres, dont le nombre est déterminé par le Roi. Dans les cas prévus à l'article 30, § 3, 1^{er} alinéa, de la loi du 1^{er} août 1985 (ci-après la loi), une chambre est composée de trois membres : un magistrat qui préside la chambre et deux membres qui sont désignés par le président de la Commission parmi les personnes visées à l'article 30, § 2, troisième alinéa, de la loi. Un de ces deux membres est, sauf impossibilité, un avocat.

Art. 4. Les chambres portant un numéro impair connaissent :

1° des requêtes tendant à l'octroi d'une aide principale et/ou d'urgence, formulées en langue néerlandaise;

2° des requêtes tendant à l'octroi d'un complément à l'aide qu'elles ont attribuée précédemment;

3° des demandes d'avis visées à l'article 39 de la loi, lorsqu'elles ont statué sur l'aide dont l'Etat projette d'exiger le remboursement total ou partiel.

Ces chambres peuvent, en outre, connaître des demandes introduites en langue allemande si un de ses membres peut justifier de la connaissance suffisante de cette langue.

Art. 5. Les chambres portant un numéro pair connaissent :

1° des requêtes tendant à l'octroi d'une aide principale et ou d'urgence, formulées en langue française;

2° des requêtes tendant à l'octroi d'un complément à l'aide qu'elles ont attribuée précédemment;

3° des demandes d'avis visées à l'article 39 de la loi, lorsqu'elles ont statué sur l'aide dont l'Etat projette d'exiger le remboursement total ou partiel.

Ces chambres peuvent, en outre, connaître des demandes introduites en langue allemande si un de ses membres peut justifier de la connaissance suffisante de cette langue.

Gelet op de beraadslaging van de Commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en aan de occasionele redders van 20 maart 2006;

Op voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het als bijlage overgenomen huishoudelijk reglement van de Commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en de aan occasionele redders wordt goedgekeurd en vervangt het huishoudelijk reglement goedgekeurd door het koninklijk besluit van 11 september 1987.

Art. 2. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 januari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Bijlage

**Commissie voor financiële hulp aan slachtoffers
van opzettelijke gewelddaden en aan de occasionele redders**

Huishoudelijk reglement

Artikel 1. De Commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en aan de occasionele redders (hierna de Commissie) heeft overeenkomstig artikel 3 van het koninklijk besluit van 18 december 1986 (hierna het koninklijk besluit) haar zetel bij de Federale Overheidsdienst Justitie, Waterloolaan 115, te 1000 Brussel, waar eveneens haar secretariaat is gevestigd.

Haar lokalen zijn gelegen op de door de voorzitter van het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Justitie aangewezen locatie en zijn toegankelijk voor het publiek op alle werkdagen van 9 tot 12 uur en van 14 tot 16 uur. Andere uren na telefonische afspraak.

Art. 2. De voorzitter van de Commissie verdeelt de leden en plaatsvervangende leden van de Commissie volgens hun taalrol over de kamers. In uitzonderlijke omstandigheden kunnen leden ook zetelen in een andere kamer van dezelfde taalrol.

Art. 3. De Commissie is ingedeeld in kamers waarvan het aantal in het koninklijk besluit bepaald wordt. Wanneer de Commissie zetelt in de gevallen bedoeld in artikel 30, § 3, eerste lid, van de wet van 1 augustus 1985 (hierna de wet) bestaat een kamer uit drie leden : een magistraat die de kamer voorziet, en twee leden die door de voorzitter van de kamer worden aangeduid uit de personen bedoeld in artikel 30, § 2, derde lid, van de wet. Tenzij dat dit door omstandigheden onmogelijk zou zijn is één van deze twee leden een advocaat.

Art. 4. De oneven genummerde kamers nemen kennis :

1° van de verzoekschriften tot toekenning van een hoofdhulp en/of van een noodhulp, die in de Nederlandse taal zijn ingediend;

2° van de verzoekschriften tot toekenning van een hulp ter aanvulling van deze die zij reeds voorheen hebben toegekend;

3° van de verzoeken om advies als bedoeld in artikel 39 van de wet, wanneer zij uitspraak hebben gedaan over de hulp waarvan de Staat voornemens is de volledige of gedeeltelijke terugbetaling te vorderen.

Bovendien kunnen zij kennis nemen van de in de Duitse taal ingediende aanvragen op voorwaarde dat één van haar leden het bewijs kan leveren van een voldoende kennis van die taal.

Art. 5. De even genummerde kamers nemen kennis :

1° van de verzoekschriften tot toekenning van een hoofdhulp en/of een noodhulp, die in de Franse taal zijn ingediend.

2° van de verzoekschriften tot toekenning van een hulp ter aanvulling van deze die zij reeds voorheen hebben toegekend;

3° van de verzoeken om advies als bedoeld in artikel 39 van de wet, wanneer zij uitspraak hebben gedaan over de hulp waarvan de Staat voornemens is de volledige of gedeeltelijke terugbetaling te vorderen.

Bovendien nemen zij kennis van de in de Duitse taal ingediende aanvragen op voorwaarde dat ten minste één lid het bewijs kan leveren van een voldoende kennis van die taal.

Art. 6. Les demandes d'aide principale, d'urgence ou complémentaire ainsi que les demandes d'avis visées à l'article 39 de la loi, établies conformément aux dispositions de l'arrêté royal, doivent être déposées au secrétariat de la Commission ou lui être adressées dans les formes prescrites par l'article 34 de la loi.

Toute remise de pièces au secrétariat est accompagnée d'un inventaire dressé par le déposant, ou à défaut, par le secrétaire ou l'employé qui les reçoit.

Art. 7. Le secrétariat garde les minutes, registres et tous les actes afférents au fonctionnement de la Commission. Il tient notamment le rôle général de toutes les affaires et le registre des délibérations de la Commission.

Art. 8. Toutes les demandes sont inscrites au rôle général à la date et dans l'ordre de leur réception au secrétariat. Elles sont également notées dans un ordinateur.

Art. 9. Chaque inscription, rédigée dans la langue de la demande, mentionne :

- a) le numéro d'ordre sous lequel l'inscription a été effectuée au rôle;
- b) la date de la réception de la demande au secrétariat;
- c) l'identité et le domicile effectif ou élu du requérant et ceux de ses représentants légaux;
- d) la date et le lieu où l'acte intentionnel de violence a été commis;
- e) s'il s'agit d'une demande d'avis fondée sur l'article 39 de la loi, la date de la décision qui a alloué l'aide et la chambre qui a rendu cette décision;
- f) la chambre à laquelle l'affaire est distribuée;
- g) si la requête concerne un sauveteur occasionnel ou son ayant droit, ceci est mentionné.

Art. 10. Dès que le dossier d'une demande d'aide est constitué, ce dossier est, en application des articles 4 et 5 du présent règlement, attribué à une chambre. Cette distribution est faite à tour de rôle entre les chambres de la Commission.

Il peut être fait exception à cette règle à la demande du président de la Commission ou si un des membres de la chambre est préalablement intervenu dans le dossier ou était impliqué d'une manière ou d'une autre dans celui-ci.

Si le président de la Commission estime que, pour assurer l'unité de la jurisprudence, une affaire doit être traitée en chambres réunies, l'affaire est renvoyée à celles-ci.

Art. 11. Par dérogation à l'article 10, un dossier introduit par un sauveteur occasionnel ou par son ayant droit est traité par la deuxième chambre (francophone) ou par la troisième chambre (néerlandophone) de la Commission selon le rôle linguistique du requérant.

Il peut être fait exception à cette règle à la demande du président de la Commission ou si un des membres de la chambre est préalablement intervenu dans le dossier ou était impliqué d'une manière ou d'une autre dans celui-ci.

Art. 12. Par dérogation à l'article 10, un dossier introduit par une victime en application de la Directive 2004/80/EG du Conseil du 29 avril 2004 relative à l'indemnisation des victimes de la criminalité est traité par la première chambre (néerlandophone) ou par la sixième chambre (francophone) de la Commission.

Le président de la Commission désigne la chambre qui devra traiter ce dossier.

Art. 13. Sur base des extraits du rôle général, les secrétaires tiennent, dans chaque rôle linguistique, un rôle particulier des dossiers dans lequel est indiqué à quelle chambre un dossier a été distribué.

Art. 14. Pour chaque affaire, le secrétariat tient à jour un inventaire reprenant les indications du rôle particulier ainsi que la date d'accomplissement de tous les actes de procédure, dépôts et notifications. Cet inventaire figure au dossier.

Art. 15. Les Chambres organisent elles-mêmes leurs audiences : nombres, jours et heures. Au début de l'année, le président indique la quantité de décisions qu'il est souhaitable de rendre.

La Commission s'assemble en chambres réunies sur convocation du président.

Art. 6. De aanvragen tot toekenning van een hulp, van een noodhulp of van een aanvullende hulp, alsook de verzoeken om advies bedoeld in artikel 39 van de wet, opgesteld overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit, moeten ingediend worden bij het secretariaat van de Commissie of aangetekend toegezonden worden conform artikel 34 van de wet.

Bij alle op het secretariaat afgegeven stukken wordt een inventaris gevoegd, opgemaakt door diegene die ze afgeeft of, bij zijn ontstentenis, door de secretaris of de beambte die de stukken in ontvangst neemt.

Art. 7. Het secretariaat houdt de minuten, registers en alle akten bij die de werking van de Commissie betreffen. Het houdt onder meer de algemene rol van alle zaken en het register van de beraadslagingen van de Commissie.

Art. 8. Alle aanvragen worden ingeschreven op de algemene rol op de datum en in de volgorde van ontvangst op het secretariaat. Zij worden ook opgenomen in een computerbestand.

Art. 9. Elke inschrijving, opgesteld in de taal van de aanvraag, vermeldt :

- a) het ordnummer van de inschrijving op de rol;
- b) de datum van ontvangst van de aanvraag op het secretariaat;
- c) de identiteit en de werkelijke of de gekozen woonplaats van de verzoeker en deze van zijn wettige vertegenwoordigers;
- d) de datum van de opzettelijke gewelddaad en de plaats waar zij werd gepleegd
- e) indien het een verzoek om advies betreft, op grond van artikel 39 van de wet, de datum van de beslissing waarbij de hulp is toegekend en de kamer die deze beslissing heeft uitgesproken;
- f) de kamer aan dewelke de zaak wordt toegewezen;
- g) indien het ingediende verzoek een occasionele redder of zijn rechthebbende betreft wordt dit vermeld.

Art. 10. Zodra het dossier aangelegd is, wordt het dossier, rekening houdend met de artikelen 4 en 5 van onderhavig reglement, aan een kamer toegewezen. Deze toewijzing verloopt volgens een beurtrol tussen de kamers van de Commissie.

Hiervan kan afgeweken worden op vraag van de voorzitter van de Commissie of wanneer één der leden van de kamer voorafgaandelijk in een dossier opgetreden zou zijn of er op één of andere manier betrokken bij zou zijn geweest.

Indien de voorzitter van de Commissie van oordeel is dat, om de eenheid van de rechtspraak te verzekeren, een zaak in verenigde kamers moet worden behandeld, wordt de zaak naar de verenigde kamers verwezen.

Art. 11. In afwijking van artikel 10 wordt een dossier ingediend door een occasionele redder of zijn rechthebbende behandeld door de tweede (Franstalig) of derde kamer (Nederlandstalig) van de Commissie en dit afhankelijk van de taalrol van de aanvrager.

Hiervan kan afgeweken worden op vraag van de voorzitter van de Commissie of wanneer één der leden van de kamer voorafgaandelijk in een dossier opgetreden zou zijn of er op één of andere manier betrokken bij zou zijn geweest.

Art. 12. In afwijking van artikel 10 wordt een dossier, ingediend door een slachtoffer dat beroep doet op het door de Richtlijn 2004/80/EG van de Raad van 29 april 2004 betreffende de schadeloosstelling van slachtoffers van misdrijven voorziene systeem, behandeld door de eerste (Nederlandstalig) of zesde kamer (Franstalig) van de Commissie.

De voorzitter van de Commissie duidt de kamer aan die dit dossier dient te behandelen.

Art. 13. Op grond van de uittreksels van de algemene rol houden de secretarissen per taalrol een bijzondere rol van de zaken waarin aangeduid wordt aan welke kamer een zaak toegewezen wordt.

Art. 14. Voor elke zaak houdt het secretariaat de inventaris van de vermeldingen die in de bijzondere rol voorkomen alsmede de datum waarop alle rechtsplegingsakten, neerleggingen en betekeningen worden verricht. Die inventaris wordt gerangschikt in het dossier.

Art. 15. De kamers zijn zelf verantwoordelijk voor het organiseren van hun zittingen : aantal, dag en uur. Bij aanvang van het jaar geeft de voorzitter van de Commissie het wenselijk aantal te nemen beslissingen aan.

De verenigde kamers houden zitting wanneer de voorzitter van de Commissie ze bijeenroep.

Art. 16. Le secrétaire de la chambre fixe les dossiers pour l'audience. Il tient compte de la nature du dossier (délais stricts concernant l'aide d'urgence), l'état de l'affaire (priorité pour les affaires qui sont en état depuis longtemps), la représentation et l'assistance (si un avocat agit dans deux dossiers différents, les affaires sont traitées dans la mesure du possible à la même audience). Il peut être dérogé à cette règle à la demande du président de la chambre.

En ce qui concerne le nombre d'affaires à traiter, le secrétaire tient compte des instructions du président de la chambre.

Art. 17. Les demandes de remise doivent être motivées et adressées au président de la chambre cinq jours avant l'audience.

Le président statue sur ces demandes et, s'il y fait droit, les parties en sont avisées par le secrétariat.

Art. 18. Le président de la chambre dirige et clôt les débats. Il assure la police de l'audience. Il veille à un traitement respectueux des victimes.

Art. 19. Le secrétaire établit pour chaque affaire et par audience une feuille d'audience qu'il verse au dossier.

La feuille d'audience mentionne :

- a) la référence du dossier;
- b) l'identité de la partie requérante;
- c) le nom et la qualité du président, des membres et du secrétaire qui étaient présents;

d) si la partie requérante a comparu et, le cas échéant, l'identité et la qualité des personnes qui l'ont assistée ou représentée;

e) s'il a été déposé des mémoires, notes ou pièces;

f) l'identité d'autres personnes qui auraient été convoquées ou entendues par la chambre et, le cas échéant, les déclarations de ces personnes;

g) la nature de la décision rendue.

La feuille d'audience est signée par le président et par le secrétaire.

Art. 20. Le registre des délibérations de la Commission comporte les minutes de toutes les décisions de la Commission qui statuent sur les demandes dont elle est saisie.

Elles sont classées par ordre chronologique à l'exception des minutes des décisions interprétatives qui sont annexées à la minute de la décision interprétée.

Art. 21. Lorsqu'il s'agit des demandes d'avis visées à l'article 39 de la loi, le secrétariat, après les avoir inscrites au rôle général conformément aux articles 4 et 5 du présent règlement, procède aux notifications prévues à l'article 55 de l'arrêté royal.

Il notifie également aux autres parties toute pièce déposée ultérieurement par l'une des parties.

Le secrétariat complète, le cas échéant, le dossier. Le dossier est traité par la chambre qui avait initialement le dossier en charge.

Le président de la chambre désigne un rapporteur au sein de celle-ci. Le rapporteur est chargé d'instruire le dossier et de faire rapport à la chambre. Il a les mêmes pouvoirs d'investigation que pour l'instruction des demandes d'aide.

Art. 22. Le présent règlement d'ordre intérieur a été établi le 20 mars 2006 par la Commission, siégeant en chambres réunies, conformément à l'article 4, alinéa 1^{er} de l'arrêté royal.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 17 janvier 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Art. 16. De secretaris van de kamer bepaalt de zaken die opgeroepen worden. Hierbij wordt rekening gehouden met de aard van de zaak (strikte termijnen inzake noodhulp), de staat van de zaak (zaken die al langer klaar zijn krijgen voorrang), de vertegenwoordiging en bijstand (indien een raadsman in twee verschillende zaken optreedt, worden deze in de mate van het mogelijk op een zelfde dag opgeroepen). Op vraag van de voorzitter van de kamer kan hiervan afgeweken worden.

Met betrekking tot het aantal te behandelen zaken houdt de secretaris rekening met de instructies van de voorzitter van de kamer.

Art. 17. De vragen om uitstel van de zaak moeten met redenen worden omkleed en minstens vijf dagen vóór de zitting worden toegezonden aan de voorzitter van de kamer.

De voorzitter beslist over deze aanvragen en indien hij erop ingaat, worden de partijen ervan op de hoogte gebracht door het secretariaat.

Art. 18. De voorzitter van de kamer leidt en sluit de debatten. Hij verzekert de orde tijdens de zitting. Hij zorgt voor een slachtoffervriendelijke bejegening.

Art. 19. De secretaris stelt op elke zitting, voor elke zaak een zittingsblad op, dat hij bij het dossier voegt.

Dit zittingsblad vermeldt :

- a) de referentie van het dossier;
- b) de identiteit van de verzoekende partij;
- c) de naam en de hoedanigheid van de voorzitter, de leden en de secretaris die aanwezig waren;

d) of de verzoekende partij verschenen is, en in voorkomend geval, de identiteit en de hoedanigheid van de personen die haar bijgestaan of vertegenwoordigd hebben;

e) of memories, nota's of stukken werden ingediend;

f) de identiteit van andere personen die zouden opgeroepen of gehoord worden zijn door de kamer en, in voorkomend geval, de verklaring van deze personen;

g) de aard van de getroffen beslissing.

Het zittingsblad wordt door de voorzitter en de secretaris ondertekend.

Art. 20. Het register van de beraadslagingen bestaat uit de minuten van alle beslissingen van de Commissie die uitspraak doen over de aanvragen die bij haar worden aanhangig gemaakt.

Zij worden gerangschikt naar chronologische volgorde behalve de minuten van uitleggende beslissingen die gehecht worden aan de minuut van de uitgelegde beslissing.

Art. 21. Wanneer het verzoeken om advies betreft als bedoeld in artikel 39 van de wet, doet het secretariaat de kennisgevingen bepaald in artikel 55 van het koninklijk besluit, nadat die verzoeken werden ingeschreven in de algemene rol overeenkomstig artikelen 4 en 5 van onderhavig reglement.

Het geeft eveneens kennis aan de andere partijen van elk stuk dat achteraf door één van de partijen wordt neergelegd.

Het secretariaat vult in voorkomend geval het dossier aan. Het dossier wordt behandeld door de kamer die het oorspronkelijke dossier behandeld heeft.

De voorzitter van de kamer wijst een verslaggever uit de leden van de kamer aan. De verslaggever heeft tot taak het dossier te behandelen en verslag uit te brengen aan de kamer. Hij bezit daartoe dezelfde machten als voor het onderzoek van de aanvragen tot toekenning van een hulp.

Art. 22. Onderhavig huishoudelijk reglement werd vastgesteld op 20 maart 2006 door de Commissie, zitting houdende in verenigde kamers overeenkomstig artikel 4, eerste lid van het koninklijk besluit.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 17 januari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX